



Budget 2025–2026

Gouvernement du Canada

Note récapitulative générale

5 novembre 2025

Le 4 novembre 2025, le ministre des Finances et du Revenu national, François-Philippe Champagne, a présenté le Budget 2025, *Un Canada fort*.

Souhaitant positionner son premier budget comme un budget d'investissement, le gouvernement du Canada cherche à réunir les conditions pour créer un environnement d'investissement attrayant. Entre investissements, déficit record et compressions budgétaires, le ministre des Finances et du Revenu national cherche à atteindre deux objectifs principaux :

- ⚠ **Retour à l'équilibre budgétaire d'ici 2028-2029**, en réorientant les dépenses vers des investissements qui stimulent la croissance de l'économie.
- ⚠ **Maintien d'un ratio du déficit au PIB à la baisse**, dans le but d'assurer une gestion rigoureuse des finances publiques.

Cadre financier et déficit budgétaire

- ⚠ **Le déficit atteint un sommet** : le gouvernement prévoit un déficit de 78,3 G\$, portant la dette fédérale à 42,4 % du PIB du Canada. Le ratio de la dette fédérale au PIB augmenterait pour atteindre 45,3 % d'ici 2028-2029, avant de retomber à 45,2 % d'ici 2029-2030.
- ⚠ **Une nouvelle façon de structurer les dépenses** : le ministre des Finances et du Revenu national introduit une distinction entre les dépenses dites opérationnelles et la budgétisation des investissements en capital :
 - **Dépenses globales du gouvernement** : 585,9 G\$.
 - De ce nombre, 113,1 G\$ sont attribuables aux transferts aux provinces, territoires et municipalités.
- ⚠ **Investissements en capital** : le coût financier total des investissements en capital présentés dans le budget de 2025 s'élèverait à environ 450,6 G\$ sur cinq ans.
- ⚠ Le budget prévoit des investissements totaux de **1 080 G\$** pour les cinq années à venir :
 - Infrastructures : 315 G\$
 - Soutien pour la R-D dans le secteur privé : 210 G\$

- Logement : 130 G\$
 - Programmes de développement industriel : 270 G\$
 - Mesures d'amortissement accéléré et de passation en charges immédiate : 60 G\$
 - Autres incitatifs fiscaux : 95 G\$
- ✚ Le gouvernement prévoit néanmoins revenir à l'équilibre budgétaire d'ici 2028-2029.
- ✚ **Compressions budgétaires** : À « l'heure des choix », le gouvernement prévoit générer des économies de 50 G\$ d'ici cinq, à travers un examen exhaustif des dépenses qui permettra de limiter la croissance des charges de programmes directes sous la barre de 1 % en moyenne.
- ✚ **Baisse des revenus, de courte durée** : Bien que les revenus soient en baisse, s'établissant à 507,5 G\$ pour 2025-2026 (↓3,5 G\$ par rapport à 2024-2025), une augmentation de ceux-ci est prévue de façon progressive d'ici 2029-2030, pour s'établir à 583,3 G\$

Principales mesures budgétaires

Voici une synthèse des principales mesures budgétaires par secteur. À noter que cette liste constitue un survol non exhaustif de l'ensemble des mesures contenues dans le Budget 2025.

Financement des grands projets

- ✚ **Grands projets et infrastructures** : 213,8 M\$ sur 5 ans au Bureau des grands projets, qui réalisera notamment des projets énergétiques.
- ✚ **Augmentation de l'enveloppe en capital de la Banque de l'infrastructure du Canada** : passe de 35 G\$ à 45 G\$.

Défense

- ✚ **Création du Bureau de recherche, d'ingénierie et de leadership avancés en innovation et science (BOREALIS)** : 68,2 M\$ sur 3 ans.
- ✚ **Investissement dans le Programme de mobilisation des entreprises pour la défense et la sécurité à la Banque de développement du Canada (BDC)** : 1,0 G\$ en 2025-2026.
- ✚ **Investissements en faveur des entreprises de technologie quantique** pour l'adoption dans les secteurs liés à la défense : 334,3 M\$ sur cinq ans.
- ✚ **Mise sur pied de l'Agence de l'investissement pour la défense** : 30,8 M\$ sur quatre ans, à compter de 2026-2027, et 7,7 millions de dollars par année par la suite.

Exportations et industrie

- ✚ **Bonification du programme CanExport** : 68,5 M\$ sur quatre ans à partir de 2026–2027, et 19,9 M\$ par année par la suite.
- ✚ **Stimulation des exportations pour les secteurs stratégiques** (minéraux critiques, énergie, technologies propres, infrastructures, défense) : 25 G\$ d'ici 2030.
- ✚ **Création d'un Bureau des exportations stratégiques** pour coordonner les efforts gouvernementaux et soutenir les entreprises canadiennes à l'étranger.
- ✚ **Renforcement des relations commerciales avec l'Europe** : 8 M\$ sur quatre ans, puis 2 M\$ par an.
- ✚ **Initiative de préparation des PME à l'exportation** : 46,5 M\$ sur quatre ans à compter de 2026–2027.
- ✚ **Nouvelle politique Achetez canadien** : 98,2 M\$ pour faciliter la mise en œuvre de la politique.
- ✚ **Nouvelle superdéduction à la productivité** : mesure permettant aux entreprises d'amortir immédiatement une plus grande part de leurs nouveaux investissements en capital.

Transports

- ✚ **Fonds pour la diversification des corridors commerciaux** : 5,0 G\$ sur sept ans, à compter de 2025–2026.
- ✚ **Appui aux projets d'infrastructures et des rénovations visant à améliorer la sécurité dans les aéroports locaux et régionaux** : 55,2 M\$ sur quatre ans, à partir de 2026–2027, et 15,7 M\$ par année par la suite.
- ✚ **Développement du potentiel économique des aéroports du Canada** : exploration de nouvelles façons d'attirer des investissements privés, notamment en négociant des prolongations de baux avec les administrations aéroportuaires.

Infrastructures et logement

- ✚ **Lancement de Maisons Canada** : 13 G\$ sur cinq ans.
- ✚ **Lancement du Fonds pour bâtir des collectivités fortes**, incluant 51,0 G\$ sur 10 ans à compter de 2026–2027, et de 3,0 G\$ par an par la suite.

Culture et télécommunications

- ✚ **Financement de Patrimoine canadien pour soutenir les créateurs et créatrices** du Canada et l'économie culturelle, dont pour le Fonds de la musique du Canada, TV5MONDEplus, Téléfilm, le Fonds des médias du

Canada, l'Office national du film, le Conseil des arts du Canada et le Fonds du Canada pour les périodiques. Quelques exemples :

- **Financement de CBC/Radio-Canada** : 150 M\$ pour 2025-2026.
- **Financement du Conseil des arts du Canada** : 6 M\$ additionnels sur trois ans.
- ✚ **Financement du programme de Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine** afin de soutenir les festivals locaux, les commémorations communautaires et les projets d'immobilisations communautaires : 21 M\$ sur trois ans à partir de 2026-2027.
- ✚ **Financement Fonds du Canada pour la présentation des arts** : 46,5 M\$ sur trois ans, à compter de 2026-2027.
- ✚ **Financement à la Biosphère de Montréal** : 9 M\$ sur trois ans, à compter de 2026-2027.

Santé et éducation

- ✚ **Soutien des infrastructures de santé et d'enseignement supérieur** (volet provincial et territorial) : 17,2 G\$ sur 10 ans, dont 5 G\$ sur trois ans pour les hôpitaux, urgences, centres de soins et écoles de médecine.

Environnement et lutte contre les changements climatiques

- ✚ **Nouvelle Stratégie de compétitivité climatique** pour stimuler les investissements dans la croissance propre.
- ✚ **Fin du programme de plantation d'arbres** (programme de 2 milliards d'arbres).
- ✚ **Crédits d'impôt et développement durable** : mise en œuvre du crédit d'impôt à l'électricité propre, élargissement aux sociétés d'État provinciales et territoriales, consultations sur le contenu national et élaboration d'une taxonomie canadienne de l'investissement durable.

Immigration

- ✚ **Nouveau Plan des niveaux d'immigration 2026-2028** : stabilisation des cibles d'admissions de résidents permanents, maintenues à 380 000 par année pendant trois ans, comparativement à 395 000 en 2025, tout en faisant passer la proportion de migrants économiques de 59 % à 64 %.

Recherche et développement

- △ **Rehaussement du plafond des dépenses annuelles admissibles au crédit bonifié du programme de RS&DE** : le plafond passe 4,5 M\$ à 6 M\$.
- △ **Simplification de la gestion du programme RS&DE** : recours accru à l'intelligence artificielle dans l'administration du programme.
- △ **Soutien pour une infrastructure publique de calcul à grande échelle pour l'IA** : 925,6 M\$ sur cinq ans, à compter de 2025–2026.
- △ **Mise en place du Programme de mesure des technologies et de l'intelligence artificielle (TechStat)** : 25 M\$ sur six ans à partir de 2025–2026 et 4,5 M\$ / an par la suite.
- △ **Nouvelle Initiative de catalyse du capital de risque et de croissance** par la Banque de développement du Canada : 1 G\$ sur trois ans à compter de 2026–2027.

Survol du contexte économique

Produit intérieur brut (PIB)

- △ Les prévisions visent une croissance du PIB réel de 1,1 % en 2025 et de 1,2 % en 2026, soit une performance en deçà des prévisions de l'Énoncé économique de 2024.

Indice des prix à la consommation

- △ L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) demeure proche de 2 %. En septembre, elle s'établissait à 2,4 % et, depuis 21 mois, elle reste dans la cible de 1 % à 3 % fixée par la Banque du Canada. Par ailleurs, le Canada a connu une baisse de l'inflation plus rapide que la plupart des pays comparables.

Inflation

- △ L'inflation devrait se maintenir autour de 2 %, puisque les facteurs qui poussent les prix à la hausse et ceux qui les freinent s'équilibrent.
 - Les droits de douane américains plus élevés augmentent les coûts de production au Canada et pourraient alimenter l'inflation, tout comme la réorganisation des chaînes d'approvisionnement.
 - Toutefois, l'abandon de la plupart des contre-mesures canadiennes réduira la pression sur les prix des produits importés des États-Unis. Le ralentissement de la demande intérieure et un marché du travail moins tendu devraient également limiter la hausse des prix, car les coûts de main-d'œuvre diminuent.

Exportations

- ▲ En août 2025, la valeur des exportations canadiennes de marchandises a diminué de 7,2 % par rapport à la moyenne de 2024.
 - La baisse est particulièrement marquée vers les États-Unis, avec une chute de 10,4 %.
 - Les prévisions indiquent que les exportations progresseront moins rapidement que l'économie globale au cours des deux prochaines années, en raison de la persistance de droits de douane élevés qui freinent la demande américaine et du temps nécessaire pour développer de nouveaux marchés d'exportation.